

Riccardo BRIZZI

Introduction

Un jeune prince républicain à l'Élysée

La France ne se sera pas ennuyée au printemps 2017. Tout laissait supposer que la double échéance électorale des élections présidentielles et législatives en l'espace de deux mois redessinerait les équilibres politiques hexagonaux, mais personne ne s'attendait à ce que 2017 surpasse 1958 en déflagrations politiques. La victoire d'Emmanuel Macron aux présidentielles et celle de son mouvement aux législatives sont les deux événements électoraux les plus surprenants de la Cinquième République, véritable tsunami pour le système des partis, uniquement comparable à la transition entre la Quatrième et la Cinquième Républiques, en moins dramatique heureusement. Une « révolution » ont déclaré de nombreux commentateurs, rappelant ainsi le titre prémonitoire du livre-manifeste de Macron (Macron, 2016c). Ce n'est qu'une année avant les présidentielles, le 6 avril 2016, que celui-ci, alors ministre de l'économie dans le gouvernement de Manuel Valls, avait lancé le mouvement En Marche ! Personne n'imaginait alors qu'il aurait son mot à dire dans la course à l'Élysée. Macron est allé à l'encontre de toutes les pratiques acquises depuis 1965, autrement dit depuis un demi-siècle d'élections présidentielles au suffrage universel.

Selon la tradition, un candidat à l'Élysée se devait de disposer d'une solide autorité politique, renvoyer une image forte à l'opinion publique, bénéficier du soutien d'un parti solide et prêt à le

soutenir, et se positionner clairement sur l'échiquier politique. Face à des adversaires qui partaient avec une longueur d'avance, Macron s'est imposé en moins d'un an, sans solide expérience politique, ni parti implanté sur le territoire, ni même d'alliés. Il a décidé d'entrer dans la course électorale en défiant tous les pronostics (et contre l'avis de ceux qui lui conseillaient d'attendre patiemment 2022), créant un mouvement politique en partant de zéro et se présentant comme le destructeur d'un système qui était pourtant à l'origine de sa fulgurante carrière qu'il débuta comme inspecteur des finances et poursuivit comme banquier puis ministre. Macron a théorisé avec des résonances gaullistes le dépassement de la traditionnelle fracture droite-gauche qui structurait le système politique français depuis la Révolution, bénéficiant ainsi du soutien progressif de personnalités issues de diverses formations politiques (Brizzi, 2017). Il est à 39 ans un jeune prince Republicain (Lazar, 2017) qui a vaincu une génération politique entière, poussant à la retraite anticipée plusieurs personnalités de la politique nationale, de Nicolas Sarkozy à Alain Juppé, en passant par François Hollande.

La campagne fut d'ailleurs riche en imprévus et coups de théâtre. Comme le montre Bruno Cautrès (p. 57-80), Macron a bénéficié d'une série de graves défaites politiques qui ont autant touché la gauche modérée que la droite de gouvernement. Les surprises ont commencé au printemps 2016 avec les primaires des deux principaux partis, le Parti socialiste (PS) et Les Républicains dont les résultats inattendus ont déjoué tous les sondages préalables et favorisé le parcours du leader d'En Marche ! La défaite d'Alain Juppé aux primaires des Républicains a ouvert à Macron un ample terrain du côté du centre-droit, tandis que le renoncement de Hollande et la défaite de Valls contre Hamon aux primaires socialistes, ont libéré un vaste champ au centre-gauche. Enfin, le soutien de François Bayrou est venu confirmer sa centralité politique, finalement confortée par la décomposition

du PS et par les enquêtes judiciaires qui ont déconsidéré le grand favori de la veille, François Fillon. Fort paradoxalement – comme le soulignent Gérard Grunberg et Florence Haegel (p. 41-56) – au premier tour des présidentielles les candidats sélectionnés à travers les primaires, François Fillon pour Les Républicains (LR) et Benoît Hamon pour le Parti socialiste (PS), ont obtenu des résultats décevants alors que ceux qui s'étaient refusés à s'y soumettre, comme Macron (La République en marche – LREM), Marine Le Pen (Front national – FN), et Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise – LFI) ont été promus par les urnes.

Les présidentielles ont constitué un tremblement de terre politique qui a souligné l'épuisement, peut-être définitif, de la dynamique bipartisane dessinée depuis la fin des années 1990, déjà fortement usée par la consolidation progressive du FN. Pour la première fois dans l'histoire des présidentielles aucun des deux partis qui depuis les années 1980 structuraient la vie politique française n'a envoyé un candidat au second tour. Le pourcentage combiné des socialistes et des républicains au premier tour totalise seulement 26 %, contre 56 % en 2012 et 57 % en 2007. Ces deux formations au cœur de la vie politique française depuis plusieurs décennies ont connu la défaite mais pour des raisons différentes. Comme le souligne dans sa contribution Marco Gervasoni (p. 149-171), l'échec retentissant de Benoît Hamon (6,3 % des voix) doit beaucoup à l'agonie d'un PS en crise profonde et déchiré par des guerres intestines, alors que, comme l'analyse Sofia Ventura (p. 103-124), le résultat décevant de François Fillon (20,1 %), grand favori de la compétition, est avant tout un échec personnel, alimenté par les scandales d'emplois fictifs en faveur de ses proches.

Socialistes et républicains sont devenus minoritaires dans leurs camps respectifs. À gauche, aux termes d'une brillante campagne électorale dans laquelle il a confirmé ses qualités rhétoriques et télévisuelles, associées à d'innovantes techniques de communication, le seul leader à avoir gardé une crédibilité

est Jean-Luc Mélenchon. Comme l'illustre Marc Lazar dans sa contribution (p. 173-192), le leader du Front de gauche entend occuper une place prépondérante à gauche, en profitant du processus de recomposition politique qui s'ouvre avec la chute du PS et la stagnation du Parti communiste. Mais il compte également peser de manière plus générale face à l'effondrement du système des partis. À droite, Marine le Pen se place en promotrice du processus de « normalisation » et de dédramatisation du FN décrit par Michele Marchi (p. 125-148). Après des années d'affirmations progressives dans les élections intermédiaires, elle obtient tout de même le résultat le plus important de l'histoire de son parti (21,3 % au premier tour et 33,9 % au second), et consacre ainsi le dépassement de la droite traditionnelle, en proie à des divisions internes. La victoire de Macron a d'abord été un « choc d'optimisme » (Algan *et al.*, 2017) eu égard aux inerties hexagonales et à la défiance qui depuis des décennies enserraient un pays souffrant d'une profonde tendance au déclin et d'un ressentiment tenace.

La campagne – certes critiquée par certains comme Pierre Rosanvallon qui ont montré comment la personnalisation excessive de Macron a eu raison de la démocratie participative (Courtois, 2017) – a représenté un moment de délivrance pour le pays. Beaucoup considéraient alors que la France intervenait de moins en moins au niveau européen comme l'analyse Thierry Chopin au chapitre 11, qu'elle était exposée à une irréversible crise politique et économique, et menaçait de sortir de l'eurozone. Au contraire les Français ont surpris en élisant le plus jeune président de la République de leur histoire. Au-delà du renouvellement générationnel et de l'effet explosif de cette élection sur le système politique, la victoire de Macron a représenté une réponse – dont il est encore trop tôt pour juger si elle est momentanée ou de long terme – à trois grandes menaces qui pesaient sur le pays à la veille du scrutin : le fort vent de protestation qui soufflait sur l'hexagone, tout d'abord, alimenté par la perception diffuse du

déclin national, la présence de fractures sociales ensuite toujours plus profondes et enfin la diffusion d'un euroscepticisme virulent aux forts accents populistes.

Une victoire confirmée par le résultat des législatives, qui – comme l'illustre l'essai d'Evans (p. 83-102) – a conféré au chef de l'État une solide majorité parlementaire. Résultat conséquent pour La République en marche, parti fondé à peine seize mois plus tôt, mais victoire toutefois moins large que ne laissait imaginer l'issue du premier tour, avec des sondages qui donnaient au mouvement entre 400 et 450 députés et prévoyaient la conquête des fiefs historiques des partis traditionnels. Le PS, réduit en morceaux par le quinquennat de Hollande et principal terrain de chasse du parti de Macron, s'est finalement trouvé ressembler à une réserve indienne de trente députés. Les Républicains ont en revanche mieux résisté à droite : perdant un tiers de leurs représentants, ils ont tout de même réussi à former une cohorte non négligeable de 112 députés. Résultats également satisfaisants pour le MoDem qui ressuscite avec 42 députés, comme pour La France insoumise qui fait son entrée dans l'hémicycle avec 17 députés. Le FN réussit quant à lui – pour la première fois au scrutin uninominal – à élire 8 députés. Dans un second tour marqué par un record d'abstentionnisme (57,4 %) dans l'histoire de la Cinquième République, les électeurs qui se sont rendus aux urnes ont fourni à la majorité parlementaire une solide base de 308 sièges (bien au-dessus de la majorité absolue, fixée à 289) tout en garantissant un droit de cité aux opposants.

Si la confortable majorité accordée à LREM lui permet de ne pas dépendre du soutien des 42 députés MoDem de Bayrou, elle reste toutefois moins ample que celle obtenue par l'UMP en 2002 et en 2007, et qu'en 1993 où la droite – divisée en deux groupes (RPR et UDF) – avait atteint le seuil record de 484 sièges. Du point de vue des équilibres parlementaires, Macron aura donc la possibilité de lancer les principales réformes promises durant

la campagne électorale (nouvelle loi travail, formation, instruction, fiscalité et environnement), mais le vote a tout de même fait émerger quelques critiques auxquelles le nouveau président se verra dans l'obligation de répondre. Il en va ainsi de la moitié des Français (environ 48 %) qui ont exprimé un vote de protestation au premier tour ou de l'abstentionnisme record aux législatives, ou encore du vote en faveur de Macron et de LREM qui résulte plus d'une réprobation que d'une réelle adhésion. S'y ajoute la profonde division sociologique, géographique et politique du pays, autant d'obstacles sérieux auxquels Emmanuel Macron va devoir faire face. Dans un contexte économique qui reste assez délicat, comme le montre Thierry Pech (p. 217-234), le président ne pourra profiter d'aucune « lune de miel » avec les Français.

La défaite généralisée des institutions et des partis traditionnels s'est révélée être une des cartes maîtresses de l'incroyable chevauchée de Macron vers l'Élysée. Désormais, sa mission principale est de rebâtir une relation de confiance entre les citoyens et la classe politique. Pour y réussir, il a compris qu'il devait rompre avec l'héritage de Hollande et répondre à une des exigences indispensables des démocraties contemporaines hyper-personnalisées : incarner la fonction présidentielle avec crédibilité. Les premiers pas de Macron à l'Élysée ont été guidés par cette prise de conscience : il ne s'agit pas uniquement de détenir le pouvoir de décision mais aussi d'occuper la fonction, de garantir la verticalité de la charge présidentielle et en même temps de communiquer avec la nation. Ce qu'ont fait les premiers présidents de la Cinquième République (Charles de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand) et qui a ensuite progressivement disparu à partir du second mandant, plus atone, de Jacques Chirac puis avec l'hyperprésidence bling-bling de Nicolas Sarkozy et enfin avec la transparence de François Hollande. Comme le révèle Riccardo Brizzi (p. 17-39), la présidence « normale » n'aura pas survécu à un contexte extraordinairement difficile, dicté par la superposition

de la crise économique à l'État d'urgence, analysé dans la contribution de Sébastien-Yves Laurent (p. 283-297), et à l'incapacité de François Hollande à incarner la dimension verticale du pouvoir. Ainsi les résultats obtenus sur la scène intérieure (la loi sur le « mariage pour tous ») et internationale (la Cop 21 ou l'activisme en Afrique), auxquels fait référence le texte de Frédéric Bozo (p. 259-281) – ont été ternis par les difficultés de François Hollande à occuper la fonction, ce qui a donné l'image d'une présidence faible et inefficace et alimenté une profonde méfiance de la part de l'opinion publique.

Soucieux de répondre à la volonté des Français de rompre avec la présidence « normale » de François Hollande (et sa transparence), le nouveau chef de l'État endosse le costume du monarque républicain, particularité appréciée des Français que le président, qualifié de président « jupitérien » (de Jupiter, Junon, le chef des Dieux) par le monde politique et médiatique français, va mettre en œuvre en de multiples occasions durant ses premiers mois à l'Élysée : de la solennelle célébration de la victoire devant la Pyramide du Louvre à la parade du 14 juillet sur les Champs-Élysées où il s'est présenté debout sur un véhicule militaire en passant par sa tentative de sélectionner des journalistes accrédités pour les voyages officiels ou encore l'invitation de Poutine à Versailles. « Macron est un Jupiter 2.0 » a déclaré l'expert en communication Harold Hauzy (Hauzy, 2017).

Macron a endossé l'habit présidentiel avec un naturel qui a surpris presque tous les commentateurs. Il a redonné son lustre à la fonction présidentielle délaissant, au moins pour le moment, les attentes en termes de démocratie participative qui continuent à se manifester dans la société française et qu'il a lui-même contribué à renforcer en créant le mouvement En Marche ! Ce livre ne prétend pas dresser un premier bilan de l'action du président de la République et de son gouvernement dirigé par Édouard Philippe, représentant politique issu des Républicains. Il est évidemment

trop tôt. Mais les textes réunis dans ce volume illustrent les grands défis que ces leaders politiques sont tenus d'affronter. Le lancement de réformes, à la fois politiques, économiques et sociales, comme la refonte du système éducatif et de la formation professionnelle, susciteront certainement de fortes résistances. Les gouvernants devront expliquer la cohérence de leur action et mettre en œuvre une stratégie de communication convaincante. Or, comme le souligne avec force Piero Ignazi (p. 195-215), une part importante de l'opinion publique française montre un profond scepticisme à l'égard de Macron.

Relancer la croissance tout en préservant l'environnement, avec l'objectif de réduire le chômage et les inégalités au cours du même quinquennat ; contribuer à combler les multiples fractures qui divisent la société française, surtout après le lancement d'une offensive terroriste que tout laisse supposer qu'elle n'est pas encore terminée ; convaincre nos partenaires européens, et l'Allemagne en premier, de la crédibilité de l'engagement français à respecter les objectifs fixés par l'Union européenne et vaincre l'euro-scepticisme, encore très répandu au sein de l'opinion publique ; affirmer le rôle international de la France sans humilier les autres capitales européennes ; redonner confiance à la population tout entière et non pas uniquement à un électorat acquis, au profil socio-culturel spécifique ; contribuer à la recomposition du système politique, pas seulement pour satisfaire les appareils de parti mais avant tout pour revigorer les institutions afin que les citoyens retrouvent confiance en eux et en leurs dirigeants politiques ; mettre un frein au désenchantement démocratique qui, dans le cas contraire, continuera de se diffuser en France de manière encore plus préoccupante que par le passé ; ce jeune président a donc d'énormes défis à entreprendre et à réaliser. Il en a l'ambition, l'énergie et la conscience. En aura-t-il les moyens ?